

**MAIRIE
de
CHAMPNETERY
Haute-Vienne
87400**

Tél. :0555560154

Fax :0555565475

**CONSEIL MUNICIPAL
SEANCE DU 18 JUIN 2015**

*COMPTE RENDU SOMMAIRE (affiché en exécution de l'article L121-17 du
Code des Communes)*

**- DELIBERATION MODIFICATIVE N°1- VIREMENT DE CREDITS SUR EXERCICE 2015-
BUDGET PRINCIPAL- :**

M. le Maire expose au Conseil que les crédits prévus à certains chapitres du **budget primitif PRINCIPAL de l'exercice 2015** étant insuffisants, il est nécessaire d'effectuer le virement de crédits ci-dessous :

<i>OBJET DES DEPENSES</i>	<i>Diminution sur crédits déjà alloués</i>		<i>Augmentation des crédits</i>	
	<i>Chapitre et article</i>	<i>somme</i>	<i>chapitre et article</i>	<i>somme</i>
* IMMOBILISATIONS CORPORELLES EN COURS-CONSTRUCTION-	2313	2 500€		
* AUTRES IMMOBILISATIONS CORPO- RELLES –			2188	2 500€
TOTAUX		2 500€		2 500€

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,
APPROUVE le virement de crédits indiqué ci-dessus .

- AVENANT N°03 AU CONTRAT D'ASSURANCE SMACL :

M. le Maire présente au Conseil Municipal un avenant n° 03 au contrat « Aléassur-véhicules à moteur- » souscrit auprès de la Sté d'Assurances SMACL, en date du 16/05/2011, suite à une demande formulée préalablement par la Mairie :

*avenant n°03 « Aléassur-véhicules à moteur- » = résiliation de l'assurance de la tondeuse autoportée Yanmar et assurance des 2 tondeuses autoportée et tractée Kubota, nouvellement acquises ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **ACCEPTE l'avenant n°03 cité ci-dessus, tels qu'annexé à la présente délibération ;**
- **AUTORISE M. le Maire à signer cet avenant ;**
- **DIT que les crédits nécessaires sont inscrits au C/616- B.P.2015.**

- REMPLACEMENT D'UNE PARTIE DU GRILLAGE D'ENCEINTE DE LA COUR DE L'ECOLE PRIMAIRE :

Vu la délibération du Conseil Municipal, en date du 26/09/2014, sollicitant l'aide financière du Conseil Général de la Haute-Vienne, pour remplacer une partie du grillage d'enceinte de la cour de l'Ecole Primaire ;

Vu l'arrêté de subvention du Président du Conseil Départemental, attribuant une subvention d'un montant maximal de 690€ représentant 30% d'une dépense estimée à 2 300€ HT pour ces travaux ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **ACCEPTE le devis proposé par l'EURL VERGNE, concernant le remplacement d'une partie du grillage d'enceinte de la cour de l'Ecole Primaire, d'un montant de 2 265,00€ HT (soit 2 718,00€ TTC), tel qu'annexé à la présente délibération ;**
- **AUTORISE M. le Maire à commander ces travaux ;**
- **DIT que les crédits nécessaires sont inscrits au C/2312-B.P.2015.**

- GROSSES REPARATIONS DE VOIRIE-PROGRAMME 2014- TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES SUR VC N°12 DE LAVEYRAT :

M. le Maire informe le Conseil que des travaux de grosses réparations de voirie (curage de fossés et dérasement d'accotement) doivent être réalisés le long de la VC n°12 de Laveyrat .

Vu le devis, d'un montant de 826,00€ HT, concernant ces travaux supplémentaires, présenté par l'entreprise SIORAT, à laquelle ont été confiés les grosses réparations sur la VC n°12 de Laveyrat (délibération du Conseil Municipal du 15/05/2014) ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **ACCEPTE le devis de l'Entreprise SIORAT, concernant des travaux supplémentaires de curage de fossés et dérasement d'accotement sur la VC n°12 de Laveyrat, d'un montant total de 826,00€ HT (soit 991,20€ TTC), tel qu'annexé à la présente délibération ;**
- **AUTORISE M. le Maire à commander ces travaux ;**
- **DIT que les crédits nécessaires sont inscrits au C/61523-B.P.2015.**

- CONVENTION ENTRE LE DEPARTEMENT ET LA COMMUNE CONCERNANT LA COMMUNICATION SUR LE FINANCEMENT D'EQUIPEMENTS PUBLICS :

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **ACCEPTE la convention, telle que proposée par M. le Président du Conseil Départemental de Haute-Vienne et annexée à la présente délibération, entre le Département de la Haute-Vienne et la Commune de Champnétery, concernant la communication sur le financement du remplacement d'une partie de la clôture de la cour de l'école ;**
- **AUTORISE M. le Maire à signer cette convention.**

- LOCATION DES TENTES MODULABLES :

Vu la délibération du Conseil Municipal, en date du 16/09/2010, concernant les tarifs de location des tentes modulables ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- DECIDE, en plus des mentions faites sur la délibération susvisée, de prêter gratuitement les deux modules de tente aux communes membres de la Communauté de Communes de Noblat et communes limitrophes de Champnétery;
- DECIDE que les agents municipaux assureront le montage des modules de tente et qu'il sera imposé aux communes que 2 personnes, désignées par leurs soins, soient présentes au moment du montage pour aider les agents de Champnétery ;
- DECIDE qu'une convention sera signée entre Champnétery et la Commune locataire.

- PARTICIPATION DES FAMILLES AU COÛT DES TRANSPORTS SCOLAIRES 2015/2016:

Vu les tarifs applicables aux familles, en ce qui concerne les Transports Scolaires 2015/2016, proposés par le Département de Haute-Vienne,

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- DECIDE que, pour l'écopier scolarisé en dehors de son école primaire de rattachement (à savoir un élève domicilié dans une autre commune que Champnétery, avec l'autorisation du Maire de sa commune de domicile), la commune prend à sa charge, pour l'année 2015/2016, la somme de 130€ par enfant par an (ceci de façon à ce que la participation de la famille concernée soit de : 250€-130€=120€) ;
- DECIDE que, pour l'élève domicilié à moins de 3km de son établissement, la commune prend à sa charge, pour l'année 2015/2016, la somme de 55€ par enfant par an (ceci de façon à ce que la participation de la famille concernée soit : 120€-55€=65€) ;
- DECIDE d'appliquer, au cours de l'année 2015/2016, la réduction de 50% à partir du 2^{ème} enfant transporté d'une même famille, pour les élèves résidant en Haute-Vienne, fréquentant l'établissement de leur zone de proximité et résidant à moins de 3km de leur établissement scolaire (les 50% restants seront pris en charge par la Commune, ceci de façon à ce que la participation de ces familles soit équivalente à celle des familles résidant à plus de 3km de l'établissement scolaire) ;
- DECIDE que, pour l'écopier fréquentant l'école de sa zone de proximité, résidant à moins de 3km de l'école primaire de Champnétery, sous condition de ressources, la commune prend à sa charge, pour l'année 2015/2016, la somme de 120€ par enfant par an (ceci de façon à ce que la participation de la famille concernée soit : 0€) ;
- DECIDE que pour toute famille venant habiter sur la Commune de Champnétery, en cours d'année scolaire, seuls les mois entamés d'utilisation des Transports Scolaires seront facturés.
- DECIDE, dans tous les autres cas, d'appliquer les participations familiales fixées par le Département.

- GARDERIE MUNICIPALE- CREATION D'UN EMPLOI PERMANENT A TEMPS NON-COMPLET POURVU PAR VOIE DE CONTRAT EN APPLICATION DES DISPOSITIONS DE L'ARTICLE 3-3, 5° DE LA LOI DU 26 JANVIER 1984 MODIFIEE :

M. le Maire rappelle que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant conformément à l'article 34 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale. Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au bon fonctionnement des services et de modifier le tableau des effectifs.

M. le Maire indique que la création de l'emploi de Surveillante pour la Garderie Municipale Périscolaire ainsi que pour le Temps d'Activités Périscolaires et pour réaliser des travaux d'entretien ménagers est justifiée par la Garderie Municipale Périscolaire et la mise en place du Temps d'Activités Périscolaires. Cet emploi correspond au grade d'Adjoint d'Animation 2^{ème} classe, filière Animation. La durée hebdomadaire de service afférente est fixée à 21,07/35^{ème}.

M. le Maire ajoute que si l'emploi en question n'est pas pourvu par un fonctionnaire, il peut être occupé par un agent non titulaire de droit public en application de **l'article 3-3, 5°** de la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 précitée qui autorise le recrutement d'un agent non titulaire de droit public **pour occuper, dans les communes de moins de 2000 habitants et les groupements de communes de moins de 10 000 habitants, un emploi permanent lorsque la création de cet emploi dépend de la décision d'une autorité qui s'impose à la collectivité en matière de création, de changement de périmètre ou de suppression d'un service public.**

M. le Maire précise que la nature des fonctions (Surveillante pour la Garderie Municipale Périscolaire ainsi que pour le Temps d'Activités Périscolaires et pour réaliser des travaux d'entretien ménagers) justifie particulièrement le recours à un agent non titulaire. Le niveau de rémunération s'établit à 1^{er} échelon de l'Echelle 3.

M. le Maire propose au Conseil Municipal de créer l'emploi décrit ci-dessus et par conséquent de rectifier le tableau des effectifs à compter de ce jour.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- **DÉCIDE de créer, à compter du 01 septembre 2015 et jusqu'au 05 Juillet 2016 inclus, un emploi relevant du grade d'Adjoint d'Animation 2^{ème} classe, appartenant à la filière Animation, à raison d'une durée hebdomadaire de temps de travail de 21,07/35^{ème};**
- **DECIDE de modifier en conséquence le tableau des effectifs, à compter du 01 septembre 2015 et jusqu'au 05 juillet 2016 inclus, comme suit :**
 - . Attaché - titulaire -à temps complet- Cat.A -
 - . Adjoint Technique 2^{ème} classe – titulaire - à temps complet- Cat.C-
 - . Adjoint Technique 2^{ème} classe – titulaire- à temps non-complet (25/35^{ème})- Cat.C –
 - . Adjoint Administratif 2^{ème} classe - titulaire- à temps non-complet (15/35^{ème})-Cat.C-
 - . Adjoint Technique 2^{ème} classe- titulaire – à temps non-complet (2,5/35^{ème})- Cat.C-
 - . Adjoint d'Animation 2^{ème} classe -C.D.D.-article 3-3,5° de la loi du 26/01/84 modifiée –à temps non-complet (21,07/35^{ème})-Cat.C-.
- **DIT que les crédits nécessaires à la rémunération de cet agent sont et seront inscrits au Budget de la Commune.**
- **AUTORISE le Maire à signer le contrat ainsi que les avenants éventuels.**

- CONTRAT D'ACCOMPAGNEMENT DANS L'EMPLOI (CAE) A POURVOIR A L'ECOLE PRIMAIRE, A COMPTER DU 01 SEPTEMBRE 2015 :

M. le Maire précise qu'un contrat serait à pourvoir à l'Ecole Primaire, à compter du 01 septembre 2015.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

-DECIDE de créer un poste en C.A.E. ayant pour objet :

***aide aux professeurs des écoles pour la section enfantine (4et 5 ans) de l'Ecole Primaire et pour accompagner les élèves lors de sorties éducatives ou sportives,**

***assurer la surveillance de la cantine scolaire**

***assurer la surveillance pendant le temps périscolaire les mardis, jeudis et vendredis (jours d'école seulement) de 15h30 à 16h30 [réforme des rythmes scolaires]**

***et effectuer des travaux d'entretien ménager dans les bâtiments communaux,**

à compter du 01 Septembre 2015 et jusqu'au 31 Août 2016 (soit 12 mois) – Durée hebdomadaire de travail = 26,56/35^{ème} – ;

- AUTORISE M. le Maire à signer la demande d'aide à l'embauche d'un salarié en contrat unique d'insertion, le contrat ainsi que tous documents relatifs à ce CAE ;

-DIT que les crédits nécessaires sont inscrits au BP 2015 et le seront au BP 2016.

- SUBVENTION A LA BANQUE ALIMENTAIRE DE HAUTE-VIENNE :

- Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,
- **VOTE une subvention de 50€ à la Banque Alimentaire de la Haute-Vienne, pour l'année 2015 ;**
 - **DIT que les crédits nécessaires sont inscrits au BP2015-C/6574.**

Le 22 JUIN 2015
Le Maire,
P. LANGLADE